

MOIS DE FEVRIER 2019

1

- La Cour pénale internationale (CPI) libère, sous condition, l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, acquitté de crimes contre l'humanité commis en 2010 et 2011, lors de violences post-électorales en Côte d'Ivoire. Il doit être accueilli par un État membre de la CPI, disposé à l'accepter sur son territoire.
- L'Iran lance les cérémonies du 40^e anniversaire de la Révolution islamique de 1979.
- Le Conseil d'État rejette les demandes de suspension de l'usage du lanceur de balles de défense (LBD) dans les manifestations, déposées par la CGT et la Ligue des droits de l'homme (LDH).

3

- Mort, à 92 ans, de Gilbert Larriaga, il avait filmé la descente des Champs-Élysées du général de Gaulle à la libération de Paris, avant de devenir reporter puis réalisateur à la télévision.

4

- Le chef de l'État vénézuélien, Nicolas Maduro, refuse l'ultimatum de plusieurs pays européens pour l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle. 19 pays de l'UE reconnaissent l'opposant Juan Guaido comme président et exigent des élections libres.
- L'ancien maire de San Salvador, Nayib Bukele, 37 ans, remporte la présidence de la république du Salvador, dès le premier tour. Il est une nouvelle illustration du rejet des partis classiques par un électorat.
- La loi « anticasseurs » est votée à l'Assemblée nationale en première lecture, avec cinquante abstentions chez les députés LREM.
- Début du procès intenté par l'ancien élu Denis Baupin contre des médias et des accusatrices qui dénoncent des agressions sexuelles de l'ancien leader écologiste. Le parquet de Paris avait classé sans suite son enquête en 2017, considérant que si les faits étaient pour certains susceptibles d'être qualifiés pénalement, ils étaient prescrits.
- Le parquet de Paris tente une perquisition dans les locaux du journal *Mediapart* après la diffusion d'une conversation entre deux anciens conseillers d'Emmanuel Macron. Une enquête est ouverte sur les conditions dans lesquelles cet enregistrement a été réalisé, le média défend la protection des sources des journalistes.

6

- La Commission européenne refuse la fusion du groupe français Alstom avec les activités transports de l'allemand Siemens qui souhaitaient se rapprocher pour lutter contre un ambitieux et puissant groupe chinois.
- Un accord de paix entre le pouvoir en Centrafrique et les groupes armés qui contrôlent la majorité du territoire est signé à Bangui après discussion à Khartoum, à l'initiative de l'Union africaine (UA).
- La France décide de faire du 24 avril une « journée nationale de commémoration du génocide arménien ». La date du 24 avril est déjà choisie par l'Arménie pour commémorer le génocide, non reconnu par la Turquie.
- Le député Matthieu Orphelin, proche de Nicolas Hulot, quitte le groupe LREM.

7

- La France rappelle son ambassadeur en Italie pour des consultations après des échanges tendus entre les dirigeants des deux pays. La France dénonce une série de « déclarations outrancières » et « d'attaques sans précédent » de responsables italiens.

8

- L'épidémie de fièvre à virus Ebola a tué plus de 500 personnes en six mois dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Il s'agit de la dixième épidémie en RDC depuis la première apparition du virus en 1976.
- Le secteur privé enregistre une progression de l'emploi salarié de 0,5 % sur l'année 2018 (+106 100) pour atteindre 19,40 millions de postes au total, selon l'Insee.
- Le corps du footballeur Emiliano Sala est retrouvé dans l'épave de l'avion qui transportait l'ancien attaquant du FC Nantes vers le Pays de Galles. Il avait disparu en Manche le 21 janvier.
- Mort, à 98 ans, de Jacques Ferran, emblématique journaliste à *L'Équipe*, co-créditeur de la coupe d'Europe des clubs et du Ballon d'Or. Jacques Ferran était un homme influent du football français.

9

- Le président algérien Abdelaziz Bouteflika, 81 ans, est candidat à la présidentielle du 18 avril pour un cinquième mandat.
- Mort, à 87 ans, du dessinateur, auteur et illustrateur français Tomi Ungerer.

10

- L'année 2018 est classée par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) au quatrième rang des températures les plus élevées depuis un siècle. Le nombre des phénomènes météorologiques et climatiques a également augmenté.

11

- Les actes antisémites en France ont augmenté de 74 % entre 2017 et 2018 (541 actes contre 311) selon le ministère de l'Intérieur.
- Ismaël Emelien, « conseiller spécial » d'Emmanuel Macron, annonce sa démission fin mars-début avril.
- Cinq journalistes sont écartés de leurs titres de presse après des accusations de cyberharcèlement dans le cadre de l'affaire dite de la « Ligue du Lol ».

12

- Le procès de douze dirigeants séparatistes catalans s'ouvre à Madrid pour sédition et rébellion, ils sont accusés d'avoir tenté de faire sécession en 2017.
- Alain Weill, PDG d'Altice France, annonce prendre à titre personnel, le contrôle de l'hebdomadaire *L'Express*, propriété du groupe Altice France de Patrick Drahi.
- Mort, à 81 ans, de l'un des plus grands gardiens de buts de l'histoire du football, l'Anglais Gordon Banks.

13

- L'ancien Premier ministre Alain Juppé, maire de Bordeaux, est désigné par le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, pour rejoindre le Conseil constitutionnel. Alain Juppé, 73 ans, est un ancien Premier ministre de Jacques Chirac (1995-1997). Fondateur de l'UMP, Alain Juppé, s'était incliné dans la dernière primaire de la droite à la présidentielle face à François Fillon.

14

- Le président américain Donald Trump déclare l'« urgence nationale » afin de permettre le financement du mur qu'il entend construire à la frontière avec le Mexique.

15

- Une journée d'« hommage aux victimes du terrorisme » est instaurée par Emmanuel Macron le 11 mars.

16

- L'ex-cardinal américain Theodore McCarrick, 88 ans, accusé d'abus sexuels il y a près d'un demi-siècle est réduit à l'état de laïc par le pape François. C'est la première fois dans l'histoire de l'Église catholique qu'un cardinal est déposé pour des motifs d'abus sexuels.

- Le procureur spécial chargé de l'enquête sur la campagne électorale de Donald Trump requiert jusqu'à 24 ans de prison contre l'ancien directeur de cette campagne, Paul Manafort, pour avoir menti aux enquêteurs.
- 17
- Le sénateur américain du Vermont, 77 ans, Bernie Sanders, indépendant apparenté au groupe démocrate, enregistre, d'après la presse américaine, une annonce de sa candidature à la présidentielle de 2020.
- 19
- Mort, à 85 ans, de Karl Lagerfeld, créateur de mode qui avait relancé la maison Chanel.
- 20
- Le géant bancaire suisse UBS est condamné à une amende record de 3,7 milliards d'euros pour fraude fiscale, démarchage bancaire illégal et blanchiment aggravé de fraude fiscale.
- 22
- Le président soudanais Omar el-Béchir déclare l'état d'urgence dans l'ensemble du pays et annonce le limogeage du gouvernement et des dirigeants des provinces. Le Soudan est secoué par des manifestations réclamant son départ.
- 25
- L'enquête pour viol visant le réalisateur de cinéma Luc Besson est classée sans suite par le parquet de Paris.
- 26
- Le chef du Parti travailliste britannique, Jeremy Corbyn, change d'avis et apporte son soutien à un second référendum sur le Brexit.
 - Les Cubains approuvent à plus de 86 % la réforme de la Constitution. Elle réaffirme le rôle unique du Parti communiste cubain (PCC) mais reconnaît le marché, la propriété privée et les investissements étrangers pour relancer l'économie.
- 27
- La tension s'aggrave entre l'Inde et le Pakistan qui affirment avoir abattu des avions du camp opposé. Les deux frères ennemis d'Asie du Sud se disputent le Cachemire, pomme de discorde depuis des décennies.
 - Muhammadu Buhari remporte la présidentielle au Nigeria.
 - Le cardinal australien George Pell, 77 ans, est condamné pour pédophilie. C'est le plus haut représentant de l'Église catholique jamais reconnu coupable de viol sur mineur, c'est un ancien proche conseiller du Pape, ex-numéro trois du Vatican.
- 28
- Aucun accord de dénucléarisation n'est conclu lors du sommet Trump-Kim.
 - Le président sénégalais sortant Macky Sall triomphe dès le premier tour de l'élection présidentielle.
 - Une commission de l'ONU affirme que la réponse d'Israël aux manifestations à Gaza en 2018 « peut constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité ».